

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2013/15066]

26 FEVRIER 2013. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 mai 2006 fixant les conditions et les modalités pour souscrire un contrat de travail dans le cadre du Service volontaire à la Coopération au développement

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 décembre 1998 portant création de la Coopération technique belge sous la forme d'une société de droit public, notamment l'article 9^{ter}, § 3, y inséré par la loi-programme du 27 décembre 2005 et la modification de l'article 9^{ter}, § 3 par la loi du 30 décembre 2009 portant des dispositions diverses;

Vu l'arrêté royal du 3 mai 2006 fixant les conditions et les modalités pour souscrire un contrat de travail dans le cadre du Service volontaire à la coopération au développement;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 22 juin 2012;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 30 août 2012;

Vu l'avis de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, donné le 21 septembre 2012;

Vu le protocole n° 17/1 du 22 novembre 2012 du Comité de Secteur VII – Affaires étrangères;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 52.582/4, donné le 9 janvier 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, premier alinéa, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence, concluant qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Coopération au Développement et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 3 mai 2006, les termes « Service volontaire à la Coopération au développement » sont remplacés par les termes « Programme Junior de la Coopération belge au développement ».

Art. 2. L'article 1^{er} du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er}. Les conditions d'accès au Programme Junior organisé par la Coopération technique belge (CTB) sont les suivantes :

1. être de nationalité belge ou ressortissant d'un autre Etat faisant partie de l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse;
2. être âgé de moins de 31 ans au dernier jour de la période de candidature à un poste spécifique d'assistant Junior;
3. être titulaire au minimum d'un diplôme de bachelier professionnalisant délivré en Belgique ou reconnu équivalent par les autorités belges compétentes;
4. être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction et jouir des droits civils et politiques;
5. avoir suivi avec succès le cycle d'information générale en coopération au développement organisé par la CTB ou une formation reconnue équivalente par le Ministre de la Coopération au Développement. »

Art. 3. Dans l'article 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° Dans l'alinéa 1^{er}, les termes « volontaires pour effectuer un Service volontaire à la Coopération au développement » sont remplacés par « recruter des assistants juniors pour mettre en

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2013/15066]

26 FEBRUARI 2013. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 mei 2006 tot de bepaling van de voorwaarden en de modaliteiten om een arbeidscontract aan te gaan in het kader van de Vrijwillige Dienst bij de Ontwikkelingssamenwerking

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 december 1998 tot oprichting van de Belgische Technische Coöperatie in de vorm van een vennootschap van publiek recht, in het bijzonder artikel 9^{ter}, § 3, ingevoegd door de programmawet van 27 december 2005 en de wijziging van artikel 9^{ter}, § 3, bij de wet van 30 december 2009 houdende diverse bepalingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 mei 2006 tot bepaling van de voorwaarden en modaliteiten om een arbeidscontract aan te gaan in het kader van de vrijwillige dienst bij de ontwikkelingssamenwerking;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën gegeven op 22 juni 2012;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 30 augustus 2012;

Gelet op het advies van Onze Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken, gegeven op 21 september 2012;

Gelet op het protocol nr. 17/1 van 22 november 2012 van het Sectorcomité VII – Buitenlandse Zaken;

Gelet op het advies 52.582/4 van de Raad van State, gegeven op 9 januari 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren, waarbij besloten is dat een effectbeoordeling niet vereist is;

Op de voordracht van Onze Minister van Ontwikkelingssamenwerking en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het opschrift van het koninklijk besluit van 3 mei 2006 worden de woorden « de Vrijwillige Dienst bij de Ontwikkelingssamenwerking » vervangen door de woorden « het Juniorprogramma van de Belgische ontwikkelingssamenwerking ».

Art. 2. Artikel 1 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. De toelatingsvoorwaarden tot het Juniorprogramma georganiseerd door de Belgische Technische Coöperatie (BTC) zijn de volgende :

1. de Belgische nationaliteit bezitten of onderdaan zijn van een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte of het Zwitsers eedgenootschap;
2. minder dan 31 jaar oud zijn op de laatste dag van de periode van kandidatuurstelling voor een specifieke betrekking van Junior assistent;
3. minstens houder zijn van een diploma van professioneel gerichte bachelor uitgereikt in België of als gelijkwaardig erkend door de bevoegde Belgische autoriteiten;
4. een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de functie en de burgerlijke en politieke rechten genieten;
5. met succes de algemene informatiecyclus voor ontwikkelingssamenwerking gevolgd hebben georganiseerd door BTC of een vorming die als gelijkwaardig is erkend door de Minister van Ontwikkelingssamenwerking. »

Art. 3. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° In het eerste lid worden de woorden « vrijwilligers te rekruteren om een Vrijwillige Dienst bij de Ontwikkelingssamenwerking uit te voeren » vervangen door de woorden « Junior assistenten te

œuvre le Programme Junior de la Coopération belge au développement. »

2° Le deuxième alinéa est remplacé comme suit : « Cet appel à candidatures sera publié sur le site internet de la CTB. Il comprendra au minimum la ou les descriptions de profils génériques des assistants juniors, les domaines d'intervention, les modalités de la sélection, ainsi que la date de clôture de certains postes spécifiques d'assistants Juniors. »

3° L'alinéa 3 est remplacé comme suit : « Les personnes intéressées devront remplir le formulaire électronique standardisé de candidature et le *curriculum vitae* électronique qui seront placés sur le site internet de la CTB. La CTB adresse à la personne intéressée, à sa demande, une version papier du formulaire standardisé et du *curriculum vitae*. »

Art. 4. L'article 3 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. § 1^{er}. La CTB organise une présélection. Celle-ci se basera sur la recevabilité de la candidature par rapport aux conditions d'accès énumérées à l'article 1^{er}. Le candidat devra y satisfaire à la date de clôture de l'appel à candidatures.

§ 2. La procédure de sélection à proprement parler inclut tant une épreuve écrite qu'une épreuve orale. L'épreuve écrite peut être informatisée.

Les candidats seront classés en fonction de leurs résultats à l'épreuve écrite. Seuls les candidats ayant obtenu au minimum 60 % des points à l'épreuve écrite sont repris dans le classement.

§ 3. A la date d'appel à candidatures pour le Programme Junior, la CTB détermine, en fonction des besoins, le nombre de candidats repris dans le classement de l'épreuve écrite qui seront autorisés à prendre part à l'épreuve orale.

Sur la base des résultats obtenus aux épreuves écrite et orale, les candidats sont classés en deux catégories : A (positif) et B (négatif).

§ 4. Après chaque sélection, la CTB proposera aux candidats classés dans la catégorie A une liste de postes spécifiques de Juniors vacants dans les pays partenaires. Ces candidats ont la possibilité de postuler pour un ou plusieurs postes d'assistant junior spécifique au choix. La CTB procédera à l'analyse des candidatures.

Les candidats dont le profil correspond à celui demandé seront proposés aux responsables du programme ou projet concerné ou de la représentation ou l'organisation partenaire concernée.

Si ceux-ci considèrent qu'un ou plusieurs candidats sont aptes à exercer la fonction, ils choisissent parmi ceux-ci le plus apte.

§ 5. Aucune fonction ne pourra être proposée aux candidats classés dans la catégorie B.

Art. 5. L'article 4 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. § 1^{er}. Les personnes ayant réussi l'épreuve écrite, mais n'étant pas retenues pour l'épreuve orale ou étant classées dans la catégorie B au terme de l'épreuve orale sont dispensées de repasser l'épreuve écrite pour les deux prochaines procédures de sélection organisées.

§ 2. Les candidats ayant réussi l'épreuve écrite et étant classés dans la catégorie A au terme de l'épreuve orale sont repris dans une réserve de recrutement. Ils y demeurent jusqu'au jour où ils atteignent l'âge de 31 ans. »

Art. 6. L'article 5 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. La durée de l'emploi dans le cadre du Programme Junior de la Coopération belge au développement sera d'une année au minimum et se limitera à deux années au maximum.

La formation préalable au départ à l'étranger n'est pas comptabilisée.

Préalablement à la signature du contrat de travail, le candidat sélectionné devra établir la preuve qu'il remplit les conditions prévues à l'article 1^{er}.

La personne recrutée devra satisfaire à l'examen médical d'embauche qui est destiné à vérifier l'aptitude physique au travail dans les pays visés à l'article 9^{ter}, § 1^{er} de la loi du 21 décembre 1998 portant création de la CTB. »

rekruteren om het Junior Programma van de Belgische ontwikkelings samenwerking uit te voeren ».

2° Het tweede lid wordt vervangen als volgt : « Deze oproep tot kandidatuurstelling zal worden gepubliceerd op de internetsite van BTC. De oproep zal minstens de beschrijving(en) van de generieke profielen voor de junior assistenten omvatten, de interventiedomeinen, de selectiemodaliteiten, alsook de datum waarop de publicatie van specifieke betrekkingen van Junior assistenten zal worden afgesloten. »

3° Het derde lid wordt vervangen als volgt : « De geïnteresseerde personen dienen het gestandaardiseerde elektronische kandidatuurformulier en het elektronische *curriculum vitae* in te vullen, die op de internetsite van de BTC geplaatst zullen worden. Op diens verzoek zendt de BTC naar de geïnteresseerde persoon een papieren versie van het gestandaardiseerd formulier en van het *curriculum vitae*. »

Art. 4. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art.3. § 1. BTC organiseert een preselectie. Deze zal gebaseerd zijn op de ontvankelijkheid van de kandidatuur in verhouding tot de toelatingsvoorwaarden aangehaald in artikel 1. Deze moeten zijn ingevuld op de slotdatum van de oproep tot kandidatuurstelling.

§ 2. Het eigenlijke selectieproces omvat zowel een schriftelijke als een mondelinge proef. De geschreven proef kan geïnformatiseerd worden.

Op basis van de resultaten van de geschreven proef wordt een rangschikking van de kandidaten opgemaakt. Enkel de kandidaten die minstens 60 % behaalden op de schriftelijke proef worden in de rangschikking opgenomen.

§ 3. BTC bepaalt, op datum van de oproep tot kandidatuurstelling voor het Juniorprogramma, in functie van de behoeften, het aantal kandidaten van de rangschikking van de schriftelijke proef, die zullen worden toegelaten om deel te nemen aan de mondelinge proef.

Op basis van de geschreven en mondelinge proef worden de kandidaten ingedeeld in twee categorieën : A (positief) en B (negatief).

§ 4. Na elke selectie zal BTC een lijst van vacante specifieke betrekkingen van Junior assistenten in de partnerlanden voorleggen aan de kandidaten die werden gerangschikt in de categorie A. Deze kandidaten hebben de mogelijkheid te postuleren voor één of meerdere specifieke betrekkingen van Junior assistent naar keuze. BTC zal de kandidaturen analyseren.

De kandidaten wiens profiel overeenkomt met het gevraagde profiel zullen voorgedragen worden aan de verantwoordelijken van het betrokken programma of project of de betrokken representatie of partnerorganisatie.

Als zij één of meerdere kandidaten geschikt bevinden om de functie uit te oefenen, zullen ze de meest geschikte kandidaat selecteren.

§ 5. Geen enkele functie zal kunnen worden voorgesteld aan de kandidaten in de categorie B.

Art. 5. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. § 1. De personen die geslaagd zijn in de schriftelijke proef maar niet werden weerhouden voor de mondelinge proef of die na de mondelinge proef in categorie B werden gerangschikt, worden vrijgesteld van de schriftelijke proef voor de twee volgende selectieprocedures die georganiseerd worden.

§ 2. De kandidaten die geslaagd waren in de schriftelijke proef en na de mondelinge proef in categorie A werden gerangschikt, worden opgenomen in een wervingsreserve. Ze blijven hierin opgenomen tot de dag waarop ze de leeftijd van 31 jaar bereiken. »

Art. 6. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. De duur van de tewerkstelling in het kader van het Juniorprogramma van de Belgische ontwikkelings samenwerking zal minimum één jaar bedragen en is beperkt tot maximum twee jaar.

De opleiding die wordt georganiseerd voor het vertrek naar het buitenland wordt niet in aanmerking genomen.

Voorafgaand aan de ondertekening van de arbeidsovereenkomst, zal de geselecteerde kandidaat moeten kunnen bewijzen dat hij voldoet aan de voorwaarden voorzien in artikel 1.

De aangeworven persoon moet voldoen aan het medisch onderzoek bij aanwerving dat bedoeld is om na te gaan of de betrokkene fysiek geschikt is om te werken in de landen genoemd in artikel 9^{ter}, § 1, van de wet van 21 december 1998 tot oprichting van BTC. »

Art. 7. L'Article 6 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. § 1^{er}. L'assistant junior bénéficiera :

1. d'une rémunération brute mensuelle fixée à 881,44 euros. Ce montant est lié à l'indice-pivot 138,01. Il est indexé en même temps et de la même manière que les salaires des fonctionnaires fédéraux;
2. d'une intervention dans ses frais de logement pendant la durée de son affectation à l'étranger;
3. du paiement des cotisations afférentes à son affiliation à la sécurité sociale d'outre-mer en ce qui concerne les assurances pension, maladie et soins de santé pendant la durée de son affectation à l'étranger;
4. des assurances accidents, hospitalisation et rapatriement comme pour le personnel expatrié de la CTB pendant la durée de son affectation à l'étranger;
5. d'une intervention dans ses frais de voyage et de transport de bagages pour se rendre au lieu d'affectation et en revenir.

§ 2. L'assistant junior aura droit, aux mêmes conditions que celles applicables au personnel expatrié de la CTB, à l'octroi des allocations familiales extralégales et à la prime de naissance. »

Art. 8. Le ministre qui a la Coopération au Développement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 février 2013.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Coopération au Développement,
J.-P. LABILLE

Art. 7. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. § 1. De Junior assistent zal genieten van :

1. een maandelijks brutovergoeding vastgelegd op 881,44 euro. Dit bedrag is gekoppeld aan spilindex 138,01. Dit bedrag wordt geïndexeerd op hetzelfde moment en op dezelfde manier als de wedden van de federale ambtenaren;
2. een tussenkomst in zijn huisvestingskosten tijdens de duur van de tewerkstelling in het buitenland;
3. een betaling van de premies met betrekking tot zijn aansluiting tot de overzeese sociale zekerheid voor wat betreft de verzekeringen in verband met pensioenen, ziekte en gezondheidszorg tijdens de duur van de tewerkstelling in het buitenland;
4. ongevallen-, hospitalisatie- en repatriëringsverzekering zoals voor het personeel van BTC in het buitenland tijdens de duur van de tewerkstelling in het buitenland;
5. een tussenkomst in de reis- en bagagetransportkosten om zich naar de toegewezen aanstellingsplaats te begeven en ervan weer te keren.

§ 2. Onder dezelfde voorwaarden die van toepassing zijn voor het personeel van BTC in het buitenland, zal de Junior assistent recht hebben op de toekenning van de extralegale kinderbijslag en de geboortepremie. »

Art. 8. De minister bevoegd voor Ontwikkelingssamenwerking is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 februari 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ontwikkelingssamenwerking,
J.-P. LABILLE

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2013/00148]

5 MARS 2013. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 21 février 2011 relatif à la formation des membres des services publics de secours

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 février 2012 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2012, l'article 2.13.2, programme 54/6, 4°;

Vu l'arrêté royal du 21 février 2011 relatif à la formation des membres des services publics de secours;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 août 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 31 octobre 2012;

Vu l'avis 52.420/2 du Conseil d'Etat, donné le 17 décembre 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté royal du 21 février 2011 relatif à la formation des membres des services publics de secours, il est inséré un article 53/2, rédigé comme suit :

« Art. 53/2. § 1^{er}. Le Ministre peut attribuer, sur le budget de l'année 2012, des subsides supplémentaires en vue du financement d'infrastructure, de matériel et de soutien pédagogique pour l'organisation d'une formation pratique, après avis du Conseil supérieur de formation.

§ 2. Les articles 54, alinéas 2 et 3 et 55 ne s'appliquent pas aux subsides visés au paragraphe 1^{er}.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2013/00148]

5 MAART 2013. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 februari 2011 betreffende de opleiding van de leden van de openbare hulpdiensten

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 februari 2012 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2012, artikel 2.13.2, programma 54/6, 4°;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 februari 2011 betreffende de opleiding van de leden van de openbare hulpdiensten;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 augustus 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 31 oktober 2012;

Gelet op advies 52.420/2 van de Raad van State, gegeven op 17 december 2012, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het koninklijk besluit van 21 februari 2011 betreffende de opleiding van de leden van de openbare hulpdiensten wordt een artikel 53/2 ingevoegd, luidende :

« Art. 53/2. § 1. De Minister kan op de begroting van het jaar 2012, na advies van de Hoge Raad voor de Opleiding, bijkomende subsidies toekennen voor het financieren van infrastructuur, materieel en pedagogische ondersteuning voor de organisatie van een praktische opleiding.

§ 2. De artikelen 54, tweede en derde lid, en 55 zijn niet van toepassing op de subsidies bedoeld in de eerste paragraaf.